



#2

DÉC 2014 - JANV 2015

OÙ EN EST LA

RÉVOLUTION

AU ROJAVA ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

AUTO-ORGANISATION ?

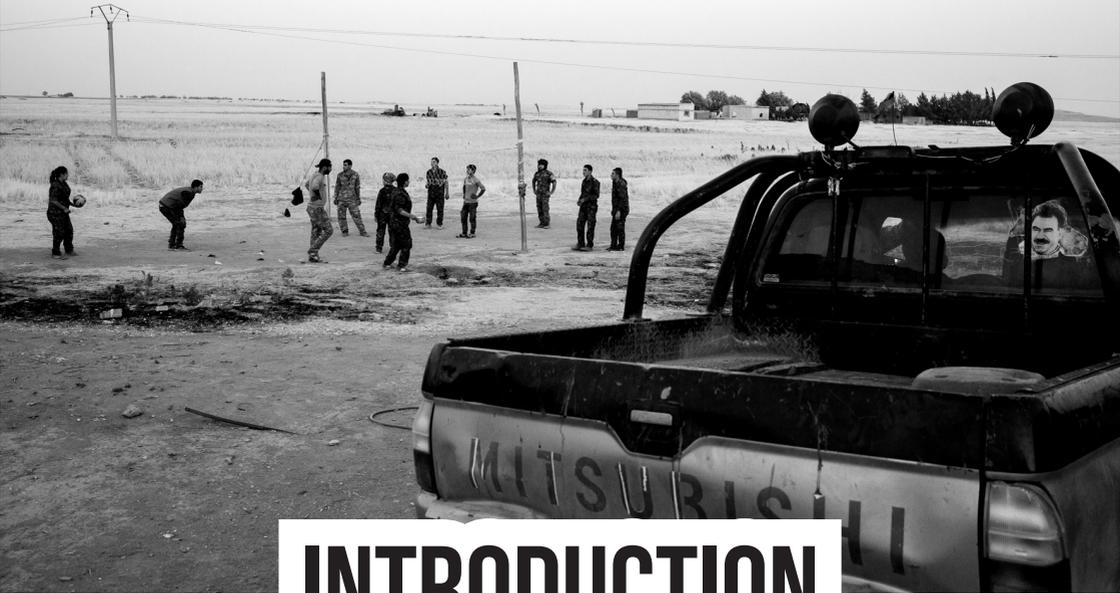
- 4 • ÉCONOMIE ET PRODUCTION DANS LE CANTON D'EFRIN.
- 12 • L'ENSEIGNEMENT À ROJAVA. ENTRETIEN AVEC DORŞIN AKIF.

ET AU KURDISTAN “TURC” ?

- 17 • LA RÉVOLUTION SOCIALE SE PROPAGERA TÔT OU TARD AU KURDISTAN TURC.

SOLIDARITÉ CRITIQUE...

- 24 • LA RÉSISTANCE DE KOBANÊ – UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SÉLECTIVE.
- 28 • ROJAVA : FANTASMES ET RÉALITÉS.
- 31 • ENTRETIEN AVEC LE FORUM ANARCHISTE DU KURDISTAN [EXTRAITS].



INTRODUCTION

Voici un second volet de textes autour du Rojava et de la lutte de ses habitant.e.s – kurdes ou non – contre Daesh, l'État Turc et le régime de Damas...

Lutte pour l'autonomie ? Lutte pour l'auto-organisation ? Lutte pour la démocratie ? Ou lutte pour la révolution ? C'est autant pour faire circuler un peu d'info en solidarité avec les kurdes en lutte que pour tenter de répondre à ces grandes questions que nous avons réunis ces quelques témoignages et entretiens.

Il sera question d'organisation économique, d'éducation et de partage de savoirs, de comment s'organisent les kurdes pro-PKK côté turc. Mais aussi d'un certain nombre de textes critiques tentant d'y voir plus clair – entre fantasmes et réalités – sur le contenu politique de ce que certains appellent une « révolution »...

Bonne lecture !



AUTO-ORGANISATION ?

ECONOMIE ET PRODUCTION DANS LE CANTON D'EFRIN

.....
OZGUR-GUNDEM.COM, LE 5 DÉCEMBRE 2014.
.....

L'entretien suivant a eu lieu avec le Dr. Amaad Yousef, le Ministre de l'Économie du Canton d'Efrin au Rojava (Kurdistan syrien) et il a été publié dans le journal « Özgür Gündem ». Yilmaz a parlé avec le Dr. Yousef alors qu'il prenait part à une conférence organisée par le Congrès de la Société Démocratique (DTK en kurde) dans la ville de Van (Turquie) le mois dernier. Le sujet de la conférence était « l'économie démocratique ».

Parlons un peu d'avant la révolution. Quel était le statut des kurdes ? Quelles choses avaient-ils ?

Géographiquement, le Rojava couvre une zone de 18 300 kilomètres carrés. Il est divisé en trois cantons^[1]. Toutefois le Rojava peut supporter une population deux ou trois fois plus grande que celle qui vit là. 60% des pauvres de Syrie étaient des kurdes. Parce qu'ils (le ré-

[1] Ces 3 cantons sont le long de la frontière avec la Turquie, qui les place sous blocus, et ils sont séparés entre eux par des zones contrôlées par les djihadistes du Front Al-Nosra ou de l'État Islamique ou par des unités de l'Armée Syrienne Libre.

gime des El Assad – NDT) n'autorisaient pas l'ouverture des usines ou le développement de toute forme d'enrichissement dans la région du Rojava. Par exemple, à Efrin, il y avait près de 200 usines de transformation des olives. En dehors de cela, il n'y avait pas le moindre petit atelier. Les kurdes riches vivaient à Damas et Alep et avaient des relations proches avec le régime. Le régime a pris des terres dans certaines régions en utilisant des arabes qu'il a établis dans certaines régions sous le couvert de sa politique de « ceinture arabe »^[2]. Cette politique fut appliquée particulièrement dans le canton du Cizîrê.

Comme pour Efrin...

La politique du régime était quelque chose comme « laissons les gens avoir des difficultés à survivre, vendre leurs biens et leur propriété et émigrer ». Ils ont laissés les arabes venir et s'établir dans la zone. Du fait de l'embargo en place sur la région, les gens bougeaient vers Damas et Alep. Par exemple, il y avait un endroit à Damas appelé « Zorava ». Comme on le comprend à partir du nom, les kurdes ont construit cette zone avec leur propre travail. C'était un quartier sous l'administration du centre de la ville et une zone pauvre. Avant la révolution, la population kurde à Alep avait atteint un million. Presque tous et toutes vivaient à Şex Meqsut et Eşrefi. Si cette politique avait continué encore 10 ans de plus, les kurdes auraient perdu toute connexion avec leur propre géographie.

Qu'est-ce que les kurdes vivant à Alep et Damas faisaient comme travail ?

Ils et elles travaillaient dans les restaurants, les usines, la construction, c'est-à-dire des emplois que personne ne voulait faire. Des travaux difficiles et dangereux... Tous les « sales » boulots que les arabes ne faisaient pas. 90% vivaient dans la pauvreté.

Était-ce une politique systématique ?

Le régime a passé une loi en 2008 afin de forcer les kurdes à émigrer. Avec cette loi il était très difficile pour les kurdes de posséder une propriété. En même temps elle rendait beaucoup plus facile pour les arabes le fait d'acheter cette propriété.

Y avait-il des écoles et des hôpitaux ?

Il y avait des écoles élémentaires et moyennes dans chaque village du canton d'Efrin. Ces écoles étaient construites pour l'assimilation. Vous ne trouviez pas un seul lycée ou école professionnelle qui étaient interdits. L'éducation en langue kurde était interdite. Les routes étaient un peu développées pour la sécurité. À Kobanê il y avait un hôpital et dans le canton du Cizîrê, dans la ville de Qamişo, il y avait un hôpital d'État mais ce n'était pas un hôpital avancé. Les patientEs sérieusement malades étaient transféréEs à Alep ou à Damas. UnE patientE à Efrin ne pouvait être traitéE à Efrin. Il n'y avait rien pour satisfaire les nécessités de la vie. Par exemple, si vous alliez acheter des vêtements pour un mariage, vous deviez aller à Damas ou à Alep.

[2] Le régime syrien a favorisé, dans les années 60-70, l'installation de populations arabes afin de mettre en minorité les kurdes dans certaines parties du Kurdistan syrien. Cette politique de colonisation intérieure a pris le nom de "ceinture arabe".

Si vous parliez des quelques choses qu'il y avait ?

La chose qui était développée, c'était l'usure. Dans le district de Reco du canton d'Efrin, vous saviez quelle maison appartenait à qui. Vous pouviez regarder une maison et dire que c'était celle d'un usurier. Il y avait une tribu arabe appelée les Boben. Le travail principal de cette tribu était l'usure. Ils et elles rendaient les kurdes sans maison et sans propriété. En échange de l'intérêt, ils et elles prenaient leur propriété et les forçaient à émigrer. La chose qui nous faisait le plus de peine avant 2011, c'était l'effondrement de la morale et de la conscience. Cette vie était très difficile pour nous...

Quelle est la situation en ce qui concerne l'infrastructure ?

Il n'y avait pas d'élections au sein du système municipal en Syrie. Le parti Baath était nommé et choisi comme une formalité. Ceux qui voulaient être nommés distribuaient de l'argent et étaient choisis.

Pouvez vous expliquer un peu à propos des premiers jours de la révolution ?

Le processus appelé le Printemps Arabe a duré 28 jours en Tunisie. En Égypte, la résistance continua durant 18 jours. En Libye plus de sang fut versé et Kadhafi s'en alla. Au Yémen beaucoup de sang fut versé. En ce qui nous concerne nous comptons sur une période de 3,5 ou 10 mois. Nous nous trompons sur ce sujet, toutefois tous nos autres calculs étaient bons. Si nous avons été du côté de l'opposition en Syrie, pas grand-chose n'aurait changé parce que l'approche de l'opposition envers les kurdes n'était pas différente de celle du régime.

Quelle fut l'attitude du régime durant ces premiers jours ?

Les arabes disaient « Nous vous attendons. Rebellez-vous, nous sommes prêts, renversons le régime ». Nous disions « Non, nous sommes 15% de la Syrie et vous êtes 85% de la Syrie. Que 50% d'entre vous se soulève et 100% d'entre nous se soulèvera ». Ils se sont trouvés être des menteurs. Si nous avons fait comme ils voulaient que nous le fassions, le régime aurait dit « Ceux-là veulent briser la Syrie » et ils auraient organisé tous les arabes contre nous. Et les kurdes au Rojava auraient dû faire face à un génocide. Nous avons réalisé la situation. Nous disions que nous allions mettre en application notre modèle sur une fondation démocratique et sans bain de sang et que notre porte était ouverte à celles et ceux qui voulaient se joindre à nous.

Quelle est la première tâche que vous ayez entreprise ?

Avec le début de la révolution, passé la première année, nous avons fondé un journal et une chaîne de télé. Nous avons formé une assemblée du peuple. Nous avons jeté dehors les éléments du régime qui étaient parmi nous. Nous avons mis à la porte les organisations et les gens connectés au régime mais nous n'avons pas fait de tort où que ce soit. Il était même interdit de forcer une caisse. Avant la révolution, 450 000 personnes vivaient à Efrin. Après la révolution, la population dépassa 1 million. Près de 200 000 arabes sont venu-e-s et se sont installé-e-s.

Quelle fut votre première tâche en terme d'économie ?

Quand Efrin fut sûre et paisible, le développement du commerce rétablit son pas. Des bâtiments furent construits, des ateliers furent ouverts. De manière à mettre un système en place, un Centre de Développement Économique fut fondé dans le district central de Derik. Des branches s'occupant de choses comme le commerce, l'agriculture, les métiers, l'architecture et qui étaient connectées à ce centre furent ouvertes à Qamişlo, Kobanê et Efrin. Après cela, des associations de métiers et de commerce furent fondées.

Qu'est ce qui existe maintenant en terme d'usines, d'ateliers etc ?

Il y a maintenant à Efrin 50 fabriques de savon, 20 usines de production d'huile d'olive, 250 fabriques de transformation de l'olive, 70 fabriques de matériaux de construction, 400 ateliers textile, 8 usines de chaussures, 5 usines produisant du nylon, 15 fabriques de marbre. 2 minoteries et 2 hôtels ont été construits. Nous sommes le premier et unique lieu de production de savon en Syrie. Nous travaillons à développer le commerce autour des produits de laiterie, des fruits et des autres produits alimentaires. Nous faisons tout cela dans les villages donc les gens retournent à leurs villages. Une nouvelle fois un barrage fut construit pour fournir de l'eau potable. Nous avons créé une marque « Made in Efrin ». Nous avons interdit la création de toute nouvelle usine d'olive dans une perspective environnementale. Nous avons également interdit les ateliers de fonderie de plomb pour protéger la santé humaine.

Quelle est la situation concernant les droits personnels et l'organisation ?

Plusieurs organisations de droits civiques ont été fondées. Les ingénieurs, les agriculteurs-rices et les fermierEs ont formé leurs propres unions. Des syndicats ont été créés. Pour la première fois à Efrin, six instituts ont été fondés dans les domaines de la santé, du commerce, de l'agriculture, des sports, du théâtre et de la musique.

Métiers, emploi...

Avant la révolution, il n'y avait pas de travail en dehors d'une paire de métiers. Maintenant, à Efrin, il n'y a pas de chômage avec une population de plus d'un million. Celui ou celle qui le veut peut avoir un emploi...

Y a-t-il eu un retour des kurdes qui étaient allés à Damas ou à Alep comme travailleurs et travailleuses ?

Oui – tailleurs-euses, serveurs-euses, travailleurs de la construction, docteurs, enseignantEs, toutes sortes de gens sont revenus et ils et elles fournissent maintenant des services à leur propre peuple. Certaines personnes ont émigré en Europe, mais une proportion significative de travailleurs et travailleuses qualifiés sont revenus. La qualité a augmenté. Le retour des kurdes qui faisaient les métiers « les plus sales » et les plus difficiles est devenu fantastique^[3].

[3] Le retour des kurdes vers le canton d'Efrin est loin de tenir uniquement à d'hypothétiques raisons matérielles, économiques ou politiques. La situation économique du canton d'Efrin est précaire et hormis quelques produits de base dont l'auto-production semble suffisante ou en passe de le devenir, tout le reste doit être importé au

Quelle est la monnaie et comment circule-t-elle ?

Nous continuons avec la monnaie syrienne. Les intérêts sont interdits et personne ne peut en toucher. Celles et ceux qui le font passent en procès et doivent faire face aux conséquences. Il y a des banques d'État, survivance du régime, mais elles ne travaillent pas. Nous avons travaillé autour des banques et il y a des banques dans tous les cantons. Toutefois, dans les villages, des banques de village doivent être ouvertes. Pour l'instant, les gens épargnent en mettant l'argent sous leurs matelas.

Et les choses comme les taxes, la douane et les importations...

Nous sommes en train d'étudier le système de taxe de la Région Autonome Basque. Les taxes sont collectées et ces taxes sont distribuées aux ministères en fonction des besoins. Il y a une transparence autour de ces questions. Les citoyenNEs savent où les taxes qu'ils et elles payent sont dépensées. Cependant nous ne pouvons pas encore dire que ce système est entièrement en place.

Comment faites vous pour vos besoins énergétiques ?

Toute notre électricité provient de l'Armée Syrienne Libre et par conséquent nous ne pouvons pas beaucoup la contrôler. Il y a des groupes électrogènes dans tout le canton et dans

prix fort par des filières de contrebande. Cette situation a entraîné il y a peu un appel à la solidarité humanitaire internationale de la part de l'administration du canton, particulièrement en ce qui concerne la situation médicale qui est apparemment très dégradée faute de médicaments et de matériels en quantité suffisante. La situation économique, matérielle des populations du canton d'Efrin n'apparaît pas meilleure que celle des quartiers kurdes de Damas et Alep.

La différence semble surtout concerner la situation sécuritaire des populations. À Damas, elles vivent sous la botte répressive du régime El Assad et dans des zones où des combats intermittents se produisent entre le régime et la rébellion syrienne et à Alep les combats n'ont pratiquement pas cessé soit entre la rébellion et le régime soit entre différentes factions de la rébellion (pour la plupart hostiles aux kurdes). Les kurdes y vivaient retranchés, au sens militaire du terme, dans leurs quartiers communautaires, subissant suivant les périodes soit les attaques des troupes du régime, soit celles de tel ou tel groupe rebelle, ou alliance fluctuante et réversible de groupes rebelles, plus ou moins islamistes. Plus que des raisons économiques, c'est cette situation qui semble avoir poussé de nombreux-ses kurdes à aller chercher refuge dans le canton d'Efrin, relativement épargné par les combats terrestres, à part ponctuellement sur sa bordure, et qui n'est pas bombardé par l'aviation du régime.

Cette absence de bombardements, cette situation de « ni paix ni guerre » entre le régime et les territoires kurdes constitue d'ailleurs une zone d'ombre. Le régime est parti des territoires kurdes plus qu'il n'en a été chassé et ce départ a fait l'objet de tractations occultes entre le régime et la direction du PYD. En se retirant des territoires kurdes en 2012, le régime a récupéré une force de frappe militaire qu'il a rapidement retourné contre la rébellion et il a créé, aux portes de la Turquie, un territoire autonome kurde, un véritable cauchemar pour le gouvernement turc qui veut la chute du régime mais est toujours confronté, en Turquie même, aux aspirations autonomistes de la partie kurde de sa propre population. Du coup, le gouvernement turc a poussé les factions islamistes présentes en Syrie (qu'il arme, finance et soutient logistiquement en sous-main) à attaquer militairement les territoires kurdes, ce qui a également contribué à soulager militairement le régime El Assad. Les kurdes y ont quant à eux et elles gagné des territoires autonomes, mais fréquemment attaqués militairement, où ils et elles peuvent mener leur expérience démocratique et aussi apparemment l'assurance que le régime ne les bombarderait pas.

En tout état de cause, et non sans raisons, le mouvement kurde a choisi de ne lier son sort qu'à lui-même et pas au régime ni à la rébellion, celle-ci n'a d'ailleurs jamais rien proposé politiquement aux populations kurdes discriminées en terme de reconnaissance sociale et culturelle et en terme d'autonomie politique régionale et les éléments islamistes qui gangrèment la rébellion ont rapidement attaqué unilatéralement les enclaves kurdes, confirmant ainsi les craintes kurdes quant au type de « libération » que la majeure partie de la rébellion leur réservait. NDT

chaque village. Ils fournissent au moins 12 heures d'électricité [par jour]. Nous avons commencé un projet pour aménager l'énergie éolienne. Auparavant, l'eau était amenée dans des citernes. Grâce à une coopérative populaire qui a été fondée avec la municipalité, un barrage a été construit et il fournit les besoins en haut.

Comment déterminez vous votre politique des prix ?

Efrin a subi un « siège » l'hiver dernier. Ces circonstances ont rendu les choses un peu difficiles pour nous. Un sac de farine est monté de 3000 à 6500 livres syriennes. L'administration du canton a pris une décision et a annoncé que tout sac de farine vendu plus 4100 livres syriennes serait confisqué. Après cela nous avons formé un comité et déterminé que la farine produite dans le canton d'Efrin serait suffisante pour nous-mêmes. Nous avons immédiatement commencé à faire travailler deux moulins et stoppé l'exportation de farine. De cette manière le prix de la farine a été ramené à 3500 livres syriennes. En même temps nous mettons en place des routes d'importation pour le commerce, les stocks alimentaires et les produits médicaux^[4].

Comment faites vous pour la santé et l'éducation ?

Un hôpital appartenant au canton a été construit. Il y a aussi des hôpitaux privés. Maintenant il y a en moyenne près d'un millier de personnes recevant un traitement chaque jour. Il y a même des gens qui viennent d'Alep. Nous travaillons pour que, dans la période qui vient, nous comblions les déficiences technique et médicales de manière que nous puissions faire de la plus grosse chirurgie comme la chirurgie cardiaque. Il n'y a pas de factures encaissées pour les pauvres en échange des services médicaux. Les factures encaissées auprès de celles et ceux qui ont les moyens couvrent complètement les coûts de l'hôpital. Le système de salaire n'a pas encore été entièrement fixé. Cependant, certaines factures sont également prises en charge par le canton. Les écoles ont été ouvertes dans tous les villages. Maintenant nous avons des préparatifs pour ouvrir une université.

Le gouvernement turc et quelques autres cercles prétendent que « le Rojava est sous l'oppression du PYD »^[5]. Que dites vous de telles affirmations ?

[4] Le canton d'Efrin est en grande partie enclavé par le territoire turc et le gouvernement turc a placé sous blocus les cantons autonomes kurdes. La situation au sud du canton, la partie qui débouche sur le territoire syrien, semble assez mouvante. L'Armée Syrienne Libre (ASL) y est présente, et les relations de celle-ci avec le canton kurde sont parfois conflictuelles. Des forces djihadistes, comme le Front Al-Nosra, très hostiles aux populations kurdes, sont également de plus en plus présentes et elles semblent chercher à chasser progressivement les forces de l'ASL des abords du canton (qu'elles attaqueront tôt ou tard si elles en ont finalement la possibilité géographique). Les routes commerciales dont il est ici question doivent donc vraisemblablement être entendues plus comme d'onéreuses filières de contrebande, ou des échanges limités et de proximité avec les zones proches tenues par l'ASL, que comme de véritables routes commerciales libres et ouvertes. NDT.

[5] Le PYD est le principal parti kurde en Syrie et un des principaux déclencheurs de la dite « révolution démocratique » au Kurdistan syrien. C'est un parti frère du PKK du Kurdistan de Turquie. Son fonctionnement semble assez vertical et autoritaire. Ses bases politiques sont socialisantes, laïques, antisexistes et promeuvent la coexistence démocratique et autonome des différentes communautés ethniques, culturelles et religieuses présentes au Kurdistan syrien. Il est très implanté dans l'administration des cantons et il contrôle la direction des YPG (mixtes) et des YPJ (composées uniquement de femmes), les unités militaires chargées de la défense des cantons.

Celles et ceux qui disent cela sont prisES dans une course de chevaux politique. Celles et ceux qui avancent cela ont des intérêts politiques à ce que ce système ne fonctionne pas. Je suis le Ministre du Commerce et de l'Économie pour le canton mais je ne suis pas un membre du PYD. Nous avons nos amiES arabes. Nous avons des amiES de différents peuples et différentes organisations sociales qui travaillent avec nous. Nous ouvrons le chemin pour le commerce.

Il y en a aussi, dans les mêmes cercles, qui décrivent le système comme étant « celui de la Corée du Nord ». Est-ce que le capital ou la propriété privée sont interdits ou menacés ?

Le capital privé n'est pas interdit mais il est fait pour s'ajuster à nos idées et à notre système. Nous développons un système autour des coopératives et des communes. Cependant, cela ne prouve pas que nous sommes contre le capital privé. Ils se compléteront l'un l'autre. Nous croyons que quand le système des coopératives est développé le capital privé moral peut être ajouté dans certaines parties de l'économie. La société du Rojava sera rendue meilleure de cette manière et éloignée du système libéral. Dans le système libéral, le gros poisson avale le petit et il n'y a pas de moralité. Dans notre canton, une Organisation du Commerce et de l'Industrie a été fondée et elle a 7000 membres. Ici il n'y a qu'une seule chose qui est interdite et c'est le capital financier.

Il est dit que le régime paye les salaires de vos travailleurs et travailleuses. Est-ce vrai ?

Cela n'est pas vrai. Aucun de nos projets n'est financé par le régime. Maintenant, il y a, dans l'ensemble de la Syrie, d'ancienNEs employéES de l'État qui vont s'adresser au régime en disant « Je suis en poste et je fais mon travail » et qui prennent leur salaire. Cela ne fait aucune différence qu'ils et elles fassent ou pas leur travail, ils et elles disent cela. C'est pareil dans les zones sous le contrôle de l'Armée Syrienne Libre, et c'est également comme cela dans des zones sous le contrôle d'autres pouvoirs. Les gens prenant un salaire du régime font cela dans toute la Syrie.

Maintenant, quelle est la chose la plus bon marché et la plus chère dans le canton ?

Tout ce qui est produit dans le canton d'Efrin est bon marché. Parce que c'est une zone sûre, les loyers sont chers, cependant nous avons commencé des préparatifs de coopératives de construction et nous allons assurer le droit au logement pour tous et toutes.

Vous avez expliqué que vous êtes en train d'instituer une « modernité démocratique » au côté de la « modernité capitaliste ». Y a-t-il des contradictions qui sont en train d'émerger ?

Afin de construire le système d'une nation démocratique, il y a besoin d'un peu de temps. Nous ne pouvons pas tout faire en un jour. Afin de créer ce système, nous avançons jour après jour. Nous travaillerons jusqu'à ce que nous y arrivions et nous agirons toujours par rapport à un compas moral. Nous protégerons les droits des pauvres et des sans pouvoir, des coopératives et des communautés contre le riche.

Où sont les femmes dans ce système que vous avez décrit ?

Je peux confortablement répondre que les femmes sont le cœur de ce système. Il fonctionne avec un système de quota de 40% de femmes. Les femmes ont eu un rôle dans la sphère économique depuis le début. En fait les femmes ont eu un grand rôle dans tous les aspects du processus révolutionnaire et dans la construction de ce système.

Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter ?

Je peux dire ceci aux gens du Kurdistan du Nord (c'est-à-dire la partie du Kurdistan située en territoire turc – NDT). Le Rojava est un tube respiratoire pour le Nord. Et le Nord est un tube respiratoire pour le Rojava. Nous devons travailler ensemble de manière à construire ensemble en suivant ce principe et montrer ses développements. Nous devons faire des efforts ensemble afin de construire le système de la nation démocratique.

De quoi avez-vous le plus besoin ? Avez-vous un appel pour le gouvernement turc ?

Nous avons besoin que le gouvernement turc ouvre la porte de la frontière.

Ce texte « Le Ministre de l'Économie du Canton d'Efrin : Le Rojava défie les normes de classe, de genre et de pouvoir. » est tiré du site en anglais « The Rojava Report : News from the Revolution in Rojava and Wider Kurdistan » (rojavareport.wordpress.com/) où il a été mis en ligne le 22 décembre 2014. Il a été traduit en français en décembre 2014 par une personne du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (ablogm.com/cats).



L'ENSEIGNEMENT À ROJAVA. ENTRETIEN AVEC DORŞIN AKIF.

DERYA AYDIN, ZANENSTITU.ORG, 14 JANVIER 2015.

Les cantons de Rojava (Kobanê, Efrîn et Cizîrê) continuent à résister contre l'État Islamique et parallèlement s'y poursuit la construction de la vie sociale. Les institutions d'enseignement ouvertes dans les 3 cantons de Rojava proposent un nouveau modèle d'enseignement. Dans les institutions d'enseignement de Rojava, qui abolissent le système d'enseignement moniste du régime Baas, l'enseignement est donné en kurde, arabe, assyrien et dans les autres langues présentes dans les cantons. Nous avons discuté des institutions d'enseignements et des académies qui représentent un modèle pour les peuples et les langues du Moyen-Orient, avec Dorşin Akif, qui donne des cours de Jineoloji [Littéralement « science des femmes » en kurde, création du mouvement des femmes libres kurdes et d'Abdullah Öcalan, sorte de féminisme spécifique kurde] dans l'Académie des Sciences Sociales de Mésopotamie qui se trouve dans le canton de Cizîrê.

Akif dit que « La perspective sur laquelle sont fondés les enseignements est fondée sur un paradigme qui comprend la démocratie, l'écologie, l'égalité des genres ». Elle nous a raconté pourquoi ils-elles employaient le terme de « académie » et non celui d'« université » et nous a décrit les perspectives futures concernant les académies de femmes et l'enseignement.

Pourrais-tu nous raconter rapidement les changements survenus avec la Révolution de Rojava dans le champs de l'enseignement ?

Avant tout, il faut rappeler que ce qui se passe à Rojava s'inscrit dans une tradition révolutionnaire et est une répercussion de la présence dans la région [en Syrie] d'Abdullah Öcalan, leader du Peuple kurde. En particulier concernant la question de la libération des femmes, il y a de sérieuses avancées. [...]

A Rojava, l'enseignement continue d'une manière double. Premièrement « l'enseignement populaire » ; cet enseignement se déroule surtout dans les académies. Deuxièmement, « l'enseignement scolaire » qui se passe dans les institutions d'enseignement de l'État. Dans les endroits dans lesquels l'État est seul, nous essayons juste de changer les programmes. En

ce qui concerne la constitution des programmes scolaires il y a une situation dans laquelle cette année, par exemple, dans les écoles primaires, crèches et premières classes, tous les cours sont donnés à partir des livres scolaires que nous avons préparés. Les écoles dans leur fonctionnement sont reliées au Ministère de l'Enseignement des Cantons. Mais bien évidemment nous n'avons pas encore changé tous les livres scolaires. Ce que nous essayons de faire c'est de changer les programmes scolaires de ces écoles en commençant par certains cours et de faire sortir ces enseignements du contrôle de l'État pour les transférer à la population. Cependant tous les enseignements scolaires ne sont pas encore aux mains de la société, l'État aussi continue ses enseignements.

Pour détailler un peu plus les enseignements des académies nous pouvons dire que ceux-ci sont tournés vers la construction de la vie sociale et comprennent des enseignements concernant la formation de cadres pionniers et la transformation sociale.

La perspective dans laquelle sont faits ces enseignements est celle qui s'inscrit dans le paradigme d'une société démocratique, basée sur une économie écologique et l'égalité des genres. Nous avons un système qui est en dehors du système d'éducation développé par les États-Nations.

Ce qui est préconisé c'est plus la restitution du savoir et des sciences à l'endroit où elles sont produites, c'est-à-dire à la société. Bien sûr, cette situation apporte des changements dans tous les aspects de l'enseignement qui vont de la méthode d'enseignement à l'utilisation des bâtiments, jusqu'à la construction de la vie quotidienne dans les académies.

Dans les écoles de l'État, les directeurs d'école et les professeurs, bien plus que d'être instructeurs sont des personnes qui font régner la peur. Nos écoles sont profondément différentes, le nom de la relation que nous établissons est « amitié ».

Dans les programmes scolaires de l'État, il y a un programme unique qui s'applique partout. Les programmes scolaires de l'État sont basés sur le récit qui fait appartenir l'individu à l'État. A ce niveau-là aussi nous œuvrons différemment. Car nous, nous essayons de construire un système dans lequel nous pouvons nous auto-former, et nous pouvons produire du savoir. Nous essayons en interrogeant la réalité de notre société de donner du sens, de nous appartenir et d'être liés à notre société. Nous nous différencions de l'éducation de l'État ; dans ce sens, nous sommes dans un effort de construire un système d'enseignement dans lequel en réduisant la part d'État, nous développons plus la société. Nous la défendons et la nourrissons.

Comment se construit l'enseignement dans les cantons ; est ce que le modèle est le même dans tous les cantons ou cela diffère-t-il de canton en canton ?

Chaque canton essaie de construire son système d'enseignement en fonction de sa réalité sociale. Bien sûr qu'il y a une approche commune en terme de paradigme. Cette approche commune c'est le paradigme de la société démocratique, écologique et pour l'égalité des genres. Cependant les composantes de la société ne sont pas les mêmes dans tous les cantons. Par exemple, le Canton de Cizirê représente exactement une union des peuples du Moyen-Orient ; par conséquent, le modèle d'éducation part de cette réalité. Les cantons de Kobanê et de Efrin sont différents. Prenons l'exemple de la langue. Dans les enseigne-

ments scolaires du Canton de Cizîrê, les langues d'enseignement sont l'assyrien, le kurde, et l'arabe. Si un enfant est arabe, il reçoit l'enseignement principal en arabe ; le kurde et l'assyrien sont optionnel pour lui-elle. Les enfants reçoivent une éducation selon leur identité ethnique et apprennent ces langues et leur enseignement est fait en fonction de la structure sociale de leur groupe d'appartenance. Mais dans le canton d'Efrin ce n'est pas comme ça ; car là bas il y a en majorité des kurdes et des arabes. Le canton de Efrin a préparé les livres de cours jusqu'à la 8e classe ; mais le canton de Cizîrê n'a pu les faire que jusqu'à la 3e classe. Car quand la structure ethnique est différente il faut saisir les points communs.

Les académies sociales aussi se déploient sur le même axe. Par exemple, il y a d'ores et déjà des académies de sociologie et d'histoire dans le canton de Cizîrê ; mais dans les autres cantons elles n'ont pas encore été ouvertes. En ce qui concerne Kobanê, du fait de la guerre, la situation est différente.

ACADÉMIE

Le terme « académie » est utilisé au lieu du terme « université ». Pourquoi ?

C'est une bonne question. En fait, il s'agit d'une définition qui vient du système. Bien que les universités lors de leur création pensaient s'organiser de manière indépendante du système central, aujourd'hui en définitive le mot université résonne bien plus avec un lieu de formation de cadres pour les États.

Les académies quant à elles sont un espace dans lequel la société construit elle-même sa force intellectuelle. Et elles existent encore comme des lieux dans lesquels sont produits le savoir et les sciences. C'est pourquoi nous avons trouvé plus approprié d'utiliser le terme « académie ».

Quelles sont les caractéristiques qui distinguent le modèle d'enseignement dans les académies du modèle d'éducation occidentale ou du Moyen-Orient ?

La différence fondamentale peut être définie avec cette question « comment la société veut vivre ? ». Nous avons un modèle qui essaie de trouver la réponse à cette question. Ce modèle contient en son sein l'enseignement du Moyen-Orient duquel il est issu, cependant il prend aussi comme exemple l'héritage occidental de l'interrogation et de la recherche. Mais nous ne construisons pas une forme de savoir avec l'approche occidental-centré du scientisme. Le savoir fonctionne avant tout à l'intérieur des dynamiques internes de la société. Par exemple, dans l'Académie d'Histoire et de Sociologie de la Mésopotamie, une mère de 70 ans vient et donne un cours d'histoire orale. Nous disons histoire orale, mais en fait ce qu'elle raconte c'est plus ce qu'elle a vécu dans l'histoire récente, les histoires de jeunes qui luttent pour la liberté, les légendes, les mots qui ont été oubliés ou qui sont en passe de l'être...

Un autre exemple : il n'y a pas de mémorisation-apprentissage par cœur. C'est à dire que l'élève-étudiant se demande si le savoir appris sera utile dans la structure sociale ou dans la vie, est ce que ce savoir embellira la vie, est ce que le savoir qui est enseigné et qu'on essaie

de comprendre est en rapport avec la société de l'individu ou bien s'agit-il d'un savoir produit par la modernité qui amène à l'individualisme ?

Il ne s'agit pas d'un savoir de ce genre là. Il y a une activité de savoir qui essaie plutôt de comprendre la vie, de raconter et de partager. C'est pour cela qu'il s'agit d'une activité d'apprentissage qui dépasse la relation étudiant-enseignant qui existe dans la tradition de l'Occident et du Moyen-Orient et fait changer les rôles.

Un dernier exemple : Dans les deux traditions, les étudiant-e-s/écolier-e-s sont interrogés à travers des examens n'est-ce pas ? Sur ce sujet là aussi il y a des différences. Après chaque cours, les étudiant-e-s/écolier-e-s formulent des critiques sur la manière de donner cours du professeur. A la fin de chaque enseignement dans quelle mesure la capacité d'apprentissage a donné des résultats ou non est évaluée collectivement pas seulement par les enseignant-e-s mais aussi pas les étudiant-e-s/écolier-e-s.

Les étudiant-e-s/écolier-e-s passent tou-t-e-s les un-e-s après les autres à travers le filet de la critique-auto-critique du collectif d'étudiant-e-s/écolier-e-s. L'individu décide de comment il/elle va prendre part à la vie sociale parmi ses ami-e-s, et ce de manière collective.

Il y a des académies des femmes, pourriez vous nous en parler un peu ? Qu'est ce qui différencie l'enseignement qui y est donné ?

Dans les académies des femmes, sont interrogées la manière dont les femmes, qui ne sont pas vues comme une force sociale, peuvent apprendre à se connaître, à prendre leur place dans l'histoire et la manière dont elles vont se transformer en une volonté en face de l'histoire. Car dans la structure sociale existante, il n'y a pas de place pour les femmes. Tous les processus d'institutionnalisations de la société ont eu lieu à partir des hommes. Dans les académies, nous essayons de sortir de cette définition. Pour se défaire de la forme de socialisation pourvue par les hommes, un changement structurel et de mentalité concernant le discours de la masculinité et sa mentalité est nécessaire. Ceci rend nécessaire de tisser les enseignements avec l'identité des femmes.

Dans le système éducatif androcentrique, les classes d'âges doivent être rangées ensemble n'est-ce-pas ? Ceci est différent chez nous. Par exemple, dans la session d'enseignement que nous avons faite auprès de l'Assemblée "Yekitiya Star", il y avait des femmes qui étaient là avec leur mère. Certaines femmes avaient 60 ans, d'autres 18 ans. Nous voyons que l'approche dont j'ai parlé qui classe les gens en fonction en génération, selon leur âge, est bien plus une approche du pouvoir. Ces problèmes se limitent mutuellement. Dans les relations libres, l'âge n'est pas un problème, il s'agit du partage de l'expérience avant tout. Il est important que l'expérience de quelqu'un de 60 ans soit vue comme une force et il est aussi important que cette force soit partagée et serve à développer son entourage. Une autre différence : être passé par l'enseignement des écoles du système donne un statut dans la société ; mais dans nos académies, le fait de recevoir une formation n'est pas perçu comme un problème. Si dans les relations libres sont produits des apports, cela produit une différence non pas qui donne une supériorité mais une différence qui doit être partagée.

Comme les académies de femmes s'adressent à tout le canton, il s'y produit plutôt des sessions de formations fermées. Toutes celles qui viennent restent sur le lieu de la formation le temps

de la formation. C'est pourquoi tout est fait en commun. Les nuits, les étudiantes tiennent des tours de garde. Le matin, on commence la journée avec du sport. Ensuite les cours commencent. Après avoir fini les cours de la journée on passe aux informations du soir, puis on continue avec les cours du soir. Dans les cours du soir nous essayons plutôt de compléter les cours de la journée avec des visuels, du cinéma alternatif ou des documentaires.

En ce moment dans quelle mesure les académies sont répandues à Rojava ?

Nos académies ont toutes été construites par rapport aux besoins sociaux. Les académies d'autodéfense sont très répandues. Il y a des « Académie de Femmes », « Académie de la Jeunesse », « Académie de la Sécurité », « Académie de l'Économie », « Académie de la pensée et des idées libre », « Académie de la Ville » « Académie de Droit, Sociologie, Histoire, Langue et Littérature », « Académie de Politique et de Diplomatie », et en lien avec toutes ces académies, il y a dans chaque commune, des « Comités d'enseignement ». Chaque assemblée de ville a son « Académie de la pensée et des idées libres » pour pourvoir à ses besoins. En dehors de ça, il y a les académies créées dans les institutions pour former leurs travailleurs-s. Ceci au niveau du canton. Mais les académies de défense ont leurs académies et leurs écoles pour former et professionnaliser sur tous les sujets concernant la défense.

Quels sont vos plans ou votre programme concernant l'avenir dans le domaine de l'éducation ?

Notre objectif est de permettre que tout le système d'enseignement soit transféré à la société. Car comme nous l'avons dit au début, nous avons d'ores et déjà ajouté certains cours à ces enseignements, et nous sommes intervenus sur les cours d'histoire et de nationalisme donnés par le régime. Mais dans les autres disciplines ou cours, il y a besoin de changements radicaux. Dans les livres d'école primaire et de crèche, nous avons fait des modifications concernant le sexisme. Bien sûr cela n'est pas suffisant. Il faut changer la mentalité qui est enseignée aux enfants à l'école. C'est le premier changement que nous devons opérer.

DERAY AYDIN. SOURCE: [HTTP://ZANENSTITU.ORG](http://ZANENSTITU.ORG). TRADUCTION : SARAH CAUNES.



ET AU KURDISTAN «TURC» ?

LA REVOLUTION SOCIALE SE PROPAGERA TÔT OU TARD AU KURDISTAN TURC

ZAHER BAHER, ANARKISTAN.TK, LE 16 NOVEMBRE 2014.

Ce qui suit est le compte-rendu de ma visite au Kurdistan du Nord [NdT : Kurdistan en Turquie] entre le 2 et le 8 novembre, au sein de la délégation d'Angleterre organisée par Peace in Kurdistan Campaign^[6], le Parti Démocratique du Peuple (HDP)^[7] et le Congrès de la Société Démocratique (DTK).

Tout au long de cette visite, nous avons eu la chance de rencontrer de nombreuses organisations, y compris des partis politiques, des syndicats locaux et régionaux, les co-maires [NdT : maires collégiaux] de Diyarbakır et de Suruç, la Coordination de l'Aide Humanitaire aux Réfugiés, les représentantes du Mouvement Démocratique Libre des Femmes, l'Association pour les Droits de l'Homme, les représentants du Parti des Régions, l'Association du Barreau de Diyarbakır, la Fédération des Familles de Détenus et nous avons visité les camps de réfugiés et les villages frontaliers proches de Kobané.

Au cours de ces rencontres, nous avons eu la liberté totale de demander les questions que nous jugions pertinentes à propos de la situation, de leurs responsabilités, de leur façon d'approcher les problèmes qu'ils et elles doivent affronter et à propos de leurs tâches présentes et futures.

Il ne fait aucun doute que chacune des organisations évoquées ci-dessus sont surchargées de travail, à cours de fonds, sans soutien aucun du gouvernement central et doivent assurer l'aide humanitaire nécessaire actuellement. Cette situation est la conséquence des raisons suivantes :

[6] NdT - Campagne pour la paix au Kurdistan

[7] NdT - Parti pro-kurde en Turquie, né de l'alliance du BDP (face légale du PKK) et d'une partie de la gauche en Turquie

a. La guerre à Kobanê a créé un gros problème dans la région dû à l'impressionnant nombre de réfugiés qui affluent, qu'il s'agisse des habitants de Kobanê ou des Yézidis de Shangal (la province du Sinjar). Ce problème est partagé par chacun des groupes et départements évoqués plus tôt.

b. La lenteur du processus de paix entre le PKK et le gouvernement turc, qui est presque arrêté. Cette situation rend bien évidemment les gens énervés, frustrés et les déçoit.

c. La guerre qui continue à Kobanê a fait encore plus de morts et de personnes déplacées, alors qu'il n'y a aucun signe univoque qui indiquerait clairement la défaite de l'Etat Islamique. Il est désormais prouvé que le gouvernement turc supporte l'EI. Il y a bien des raisons pour manifester, protester et la répression vicieuse de la police aggrave encore plus la situation.

L'observation principale de notre visite est la fragmentation des organisations et la formation récente d'un grande variétés de groupes dans des endroits différents. Si une petite partie des groupes était ancienne, la plupart se sont développés durant les dernières années. Chacun travaille pour faire avancer la société vers la stabilité, la paix, la liberté, la justice sociale et les droits de l'homme. Il y a entre eux quelques signes de coordination.

La plupart de ces groupes se sont formées sur un manque et ont émergés seuls, en dépit de la situation et des volontés du gouvernement central. C'est l'une des raisons pour lesquelles on peut observer des tensions entre eux et le gouvernement. C'est étonnant de remarquer que, alors que la municipalité de Diyarbakır est élue par le peuple kurde, elle n'a aucun contact ni avec le chef de la police ni avec le gouverneur de Diyarbakır. C'est également le cas pour d'autres organisations. Par exemple, quand nous avons demandé à l'Association des Droits de l'Homme s'ils avaient écrit à la police au sujet de leur comportement et des harcèlements qu'elle menait contre la population locale, ils ont répondu qu'« *il n'y a aucune raison de leur écrire puisqu'ils ne nous répondent jamais* ». Il y a de nombreuses écoles kurdes mais l'Etat ne les reconnaît pas. Malgré cela, les gens les soutiennent ardemment et sont confiant qu'un jour ils parviendront à forcer l'Etat à les reconnaître. C'est cela qui est intéressant : les gens défient le pouvoir et l'Etat. Il y a un pouvoir à l'intérieur même des zones d'influence du pouvoir. Il y a un "pouvoir populaire" auquel les gens croient, qu'ils ont construit en dépit du pouvoir effectif de l'Etat, un "pouvoir populaire" auquel ils travaillent et qu'ils ont rendu viable et puissant. C'est la manière qu'ils ont de se ré-approprier le pouvoir accaparé par la minorité, par l'élite. Cependant, il faut noter que ce n'est pas si difficile alors que l'écrasante majorité de la population de ces villes est kurde et croient en ces changements. Voilà comment la révolution sociale part de la base de la société, et non de son sommet.

Après 28 ans de guerre, le PKK a réalisé qu'il fallait modifier l'orientation de leurs luttes, leurs objectifs et leur stratégie. Dans le contraire, leur futur n'aurait pas été meilleur que celui d'autres mouvements similaires.

A mon sens, le PKK, ou du moins la faction ou le groupe dominant au sein du PKK, a pris la bonne décision et la bonne direction en faisant taire les armes et en ouvrant leurs esprits, en passant de la force militaire au pouvoir populaire et de la révolution politique à la révolution sociale. La vague de la révolution sociale est si forte qu'il sera extrêmement difficile pour une personne ou un parti politique qui le souhaiterait d'en changer la direction... Et

je ne parle pas de l'arrêter. C'est devenu un trait culturel, une coutume. Particulièrement pour la jeune génération. Elle a réalisé que c'était là la seule façon de défier le pouvoir, de remettre en cause le système et d'aboutir à des changements majeurs.

Les discussions que nous avons eu avec les gens sont univoques : tout le monde est très confiant dans la capacité de changement qui est entre leurs mains. Lors de notre rencontre avec le Mouvement Démocratique Libre des Femmes, il y avait 9 femmes présentes. Elles nous ont raconté comment elles traitaient les problèmes des femmes dans la société, tels que les violences conjugales, le viol et autres agressions sexuelles, comment elles soutiennent les personnes de toutes les manières possibles pour leur donner force et confiance pour affronter leurs propres problèmes. Quelques-unes parlaient de leur propre expérience et expliquaient que depuis qu'elles avaient rejoint le mouvement, elles avaient profondément changé, au point d'être presque une autre personne. Elles prennent part au camp de femmes pour la paix, partagent des missions, discutent de livres qu'elles lisent et travaillent avec la fédération démocratique des femmes de Kobanê. Quand nous leur avons demandé s'il y avait un groupe LGBT à Diyarbakır, elles nous ont répondu : « *il y a quelques groupes dans la ville, nous sommes en contact et nous les soutenons* ». C'est impressionnant de voir dans une ville comme Diyarbakır qu'il y a un mouvement de femmes composée de personnes tellement courageuses, à l'esprit tellement ouverts et qui construisent réellement la solidarité.

La Fédération des Familles de Détenus (Tuhad-FED) est un autre groupe avec lequel nous avons pu passer quelques heures pour discuter. Ce groupe a été formé en 1996 au nez et à la barbe du gouvernement. Il y a 14 bénévoles, dont la moitié sont des femmes qui travaillent sans relâche. La plupart des membres fondateurs et fondatrices du groupe ont une expérience très amère de la vie en prison, où ils ont été torturés ou enfermés sur de longues périodes. Le co-président^[8] est encore actuellement en prison. Cette fédération est très active et a des contacts réguliers avec les familles et les parents des détenus. Elle les soutient en gardant le contact, en leur trouvant un avocat et en finançant les visites des familles pauvres pour aller voir leurs proches en prison.

Ce groupe est en contact avec les différents groupes à l'étranger et localement avec l'Association des Droits de l'Homme (IHD). Durant notre meeting avec l'IHD, ils nous ont confirmé que la police avait arrêté beaucoup de gens dans les manifestations du 6 et du 7 octobre 2014 contre l'autorité turque. C'est à ce moment-là que plusieurs milliers de personnes sont parvenus à s'échapper de Kobanê vers la Turquie, contre la volonté du gouvernement. Les manifestants protestaient alors contre la politique souterraine de soutien à l'Etat Islamique menée par l'Etat turc. Le président de l'IHD^[9] nous a expliqué que juste 5 minutes avant notre arrivée, un couple était venu au bureau pour les informer que leurs deux fils, âgés de 16 et 17 ans, avaient été enlevé par la police. D'après leurs informations, 42 civils et 2 officiers de police sont morts, quelques 1128 personnes ont été arrêtées dont 53 enfants. 221 personnes sont encore en prison.

Lors d'une réunion avec la co-présidente de l'un des syndicats qui sont actifs à l'hôpital, elle a confirmé l'arrivée de 128 blessés et de quelques personnes gravement malades à l'hôpital.

[8] NdT - La version anglaise ne donne aucun indice au sujet du sexe de cette personne.

[9] NdT - Ibid

La police a mené une opération contre les bureaux du syndicat et à l'hôpital pour débusquer toute personne qui aurait été soigné à l'hôpital et qui serait susceptible d'aider les gens à Kobanê. Lorsqu'ils ont découvert la présence de malades et de blessés en provenance de Kobanê, ils ont harcelé la présidente du syndicat et d'autres infirmières, les insultant et confisquant leurs papiers d'identité.

Lors de notre réunion avec l'Association du Barreau de Diyarbakır, nous avons rencontré 5 avocats. Ils nous ont dit qu'environ un millier d'avocats travaillent avec elles et eux dans la région du Kurdistan sur différents sujets, pour les droits des enfants et des femmes ou dans les centres d'aide légale mis en place par l'Etat. Ils confirment que le processus de paix n'a pour l'instant apporté aucun changement majeur. Ils étaient optimistes et considéraient que la situation devrait s'améliorer dans l'année à venir, étant donné que la constitution doit changer. Ils ont fait remarquer qu'un système de libération sous caution existe mais ne s'applique pas aux personnes qui ont été engagées dans des actes politiques. Celles-ci doivent impérativement être jugés par un tribunal. Quand nous leur avons posé des questions à propos d'éventuelles plaintes à faire au sujet du comportement de la police, elles/ils nous ont répondu : « *Nous ne pensons que cela vaille la peine de se plaindre. La police n'écoute pas ces doléances et ne changera pas son attitude* ». Ils ont confirmé que 200 étudiants ont été arrêtés et que, dans toute la Turquie, quelques 3 à 4000 personnes sont encore en prison. Et ceci en dépit de la constitution qui stipule que personne ne devrait être arrêté pour ses activités ou opinions politiques. Cependant, si une personne appartient à certains groupements politiques ou est arrêtée en possession d'un drapeau ou d'une pancarte avec des slogans incitant à la haine, elle est susceptible d'être arrêtée.

LA DÉTRESSE DES RÉFUGIÉS CONTINUE

Depuis la prise de Mossoul, en Irak, par l'Etat Islamique, le génocide des Yézidis et le début de la guerre à Kobanê, la région du Kurdistan en Turquie est submergée de réfugiés de Kobanê et de Sinjar. Plus de 100 000 Yézidis ont fui, beaucoup d'entre elles et eux arrivant au Kurdistan irakien et quelques 18 000 en Turquie. Environ 4 000 d'entre elles et eux sont dans l'un des camps qui bordent la ville de Diyarbakır. Le co-maire de Diyarbakır nous a confirmé qu'aucune aide n'était parvenue des Nations Unies. Les gens de la région se sont collectés pour fournir tentes, nourriture et vêtements. Il dit : « *90% des dons et de l'aide fournis aux municipalités de Diyarbakır provient de la population locale et seulement 10% de l'Etat* ». Ils nous a expliqué qu'ils travaillent très dur pour satisfaire les besoins vitaux, tels que les tentes, la nourriture, les vêtements, l'eau chaude, l'électricité, l'accès à des douches et des sanitaires, un contrôle médical et des écoles pour les enfants. Il note qu'ils font face à de grosses difficultés puisque tous les services sont assurés par des volontaires. Il n'y a pas assez de monde. Ils manquent également de personnes qualifiées, de médecins, de lits, d'ambulance, de médicaments. Le gouvernement turc ne les soutient pas pour assurer ces services et tout a été organisé par les municipalités^[10].

[10] NdT - La très large majorité des municipalités de cette région sont gouvernées par le BDP, soit par le mouvement civil qui soutient le PKK et la cause kurde.

Nous avons également rencontré le Syndicat de l'Anatolie du Sud-Est au sein duquel Gabb est en charge de la coordination de l'aide humanitaire pour les réfugiés. Ce groupe réunit 286 membres dont 30% sont des femmes. ils élisent 7 personnes qui font partie du comité actif [NdT – *active committee*, que l'on peut probablement traduire par comité exécutif]. La moitié de leur budget provient des municipalités de la région et ils ont des contacts à l'étranger. Gabb nous a dit qu'ils avaient un programme intensif pour les 3 prochains mois : coordination des camps de réfugiés, coordination entre les réfugiés de Kobanê et celles et ceux de Shangal mais également travail auprès de la Turquie pour obtenir un soutien humanitaire et des informations. Ils ont aussi pour objectif de répertorier les personnes dans les camps selon leur genre, leur âge, leur état de santé et d'autres problèmes. ils ont confirmé que 9 camps de réfugiés sont sous leur supervision, dont 4 sont ceux des Yézidis de Shangal. Selon leurs dires, environ 6 000 d'entre celles et ceux-ci seraient déjà retournés au Kurdistan irakien mais que 96 000 autres sont arrivés à Suruç et 2 840 à Mardin.

Nous avons aussi visité le camp de Yézidis où plus de 4 000 personnes vivent. Les gens s'y plaignent de la qualité de la nourriture, réclament l'eau chaude, des médecins et des infirmières. ils nous ont dit qu'à cause du manque de moyens de locomotions, cela prenait 15 jours pour être transféré vers un hôpital et que les réfugiés démunis devaient payer pour leur traitement.

A Suruç, nous avons visité le camp de réfugiés de Kobanê qui a été installé le 15 septembre 2014. Ils ont les mêmes équipements que les réfugiés de Shangal. Il semble qu'ils vivent dans des conditions raisonnables. On nous a dit qu'il y avait 15 médecins, 20 infirmières et beaucoup d'autres qui les suivaient. ils paraissaient plus heureux que les réfugiés de Shangal, probablement en raison de plusieurs facteurs :

- a. Ils sont très proches de Kobanê, d'où ils viennent, alors que les Yézidis sont très loin de Shangal
- b. Les réfugiés de Kobanê ont le sentiment que le séjour est temporaire et qu'ils retourneront bientôt chez elles et eux. Les gens de Shangal n'ont que peu d'espoir de retour tant que l'EI contrôle leur région.
- c. Les réfugiés de Kobanê ont eu du temps pour partir de chez eux et certains ont pu prendre leurs objets de valeur avec eux. Les Yézidis, de l'autre côté, ont subi un massacre soudain et ont tout laissé derrière eux. Beaucoup de leurs proches ont été tués, des centaines de femmes ont été kidnappées par l'EI et vendues comme esclaves sexuelles. Leur sort est encore inconnu.
- d. Les réfugiés de Kobanê sont partis alors qu'il y avait encore des gens qui se battaient (et se battent encore) contre l'EI. Les Yézidis sont amers envers les forces de Barzani^[11] (les peshmergas) : ils nous ont dit que les Peshmergas se sont retirés dès que l'EI a atta-

[11] NdT - Barzani est à la tête du quasi-Etat kurde irakien (Gouvernement de la Région du Kurdistan). Il est un allié de la Turquie avec qui il commerce son pétrole et des Etats-Unis, qui le voit comme l'une des clés de la stabilité de la région et un excellent appui pour développer leur business... Il s'est hissé et se maintient au pouvoir suite à une sanglante guerre civile contre le parti/clan rival mené par Talabani grâce à la corruption et aux pétrodollars dont il arrose les chefs féodaux. C'est la principale force d'opposition (réactionnaire) contre l'influence du PKK et de ses multiples ramifications sur le territoire kurde, principalement en Irak et dans une moindre mesure en Iran et en Syrie.

qué et qu'ils les ont laissé se faire massacrer^[12]. Le retrait des Peshmergas restent un mystère et personne n'est en mesure d'expliquer si c'est un ordre de Barzani, un accord avec l'EI, le gouvernement turc et Barzani ou quelque chose d'autre. Quand nous en avons parlé aux gens dans le camp des Yézidis, certains ne cachaient pas leur colère et leur frustration contre les Peshmergas de Barzani.

LE GOUVERNEMENT TURC A CHANGÉ DE TACTIQUE MAIS PAS DE STRATÉGIE CONTRE LE PEUPLE KURDE

Ce qui revient dans toutes les bouches sur place c'est : « *Il n'y a eu aucun changement majeur depuis le cessez-le-feu de décembre 2012* »^[13]. L'oppression continue, la communauté kurde est encore marginalisée et on peut toujours voir des différences majeures entre les villes turques et les villes kurdes.

Il n'y a pas beaucoup de soutien de la part du gouverneur local ou du gouvernement central aux municipalités qui sont contrôlées par le peuple kurde. La communauté kurde souffre largement du chômage et des problèmes sanitaires. Les gens vivent encore dans la crainte, pour leur propre sécurité et pour celles de leurs enfants, qui risquent d'être harcelés, kidnappés ou arrêtés sans raison.

Il est vrai que le peuple kurde a désormais le contrôle des municipalités et met sur pied de nombreux associations, organisations, groupes et syndicats. Cependant, ils ne reçoivent pas ou très peu d'aide du gouvernement. Il est important de noter que les kurdes ont forcé le destin : le gouvernement turc n'a pas d'autre choix que de faire avec elles et eux. Cette situation est peut-être en partie dûe au fait que le gouvernement espère devenir un membre de l'Union Européenne. Aussi les kurdes en ont profité et se sont émancipés de la situation dans laquelle ils étaient contraints jusque là. Ils se préparent à se défendre et à défendre ce qu'ils ont acquis. Il n'est pas question d'arrêter là leur révolution sociale, alors qu'elle ne fait que commencer.

DES CHOSES PEUVENT ARRIVER MAIS IL FAUT VEILLER À CE QU'ELLES NE FASSENT PAS DÉRAILLER LA RÉVOLUTION SOCIALE

La situation est très tendue et délicate. Le processus de paix semble avoir fait son temps. Kobané est encore enserrée, l'Etat Islamique est toujours une grave menace pour la ré-

[12] NdT - Cette version est d'ailleurs la seule diffusée, même dans les médias bourgeois occidentaux. Ce sont les milicien-ne-s des YPG et YPJ (les combattant-e-s du PYD, le principal parti au Rojava, le Kurdistan syrien, lié au PKK) qui ont ouvert un corridor humanitaire pour les Yézidis, qui sont allé-e-s les défendre au Mont Sinjar et qui leur ont permis, avec l'aide d'officiers du PKK, de former leur propre milice d'autodéfense, qui se battent actuellement encore au Mont Sinjar contre l'Etat Islamique...

[13] NdT - Ce cessez-le-feu est une décision unilatérale du PKK, sous l'influence de son leader toujours emprisonné Abdullah Öcalan. Il se veut une politique d'adoucissement des relations entre le Kurdistan turc et l'autorité centrale turque, mais aussi une inflexion dans les stratégies du PKK, comme l'évoque l'auteur dans ce texte. L'évolution progressive des positions du PKK ces vingt dernières années depuis un marxisme-léninisme orthodoxe et un nationalisme kurde vers des positionnements plus libertaires, critiques du nationalisme, de l'Etat-Nation et de son propre centralisme n'y est pas pour rien. Dans des contextes très différents, notons que de nombreux mouvements armés de libération nationale en Europe ont entamé et/ou achevé des processus similaires ces dernières années : en Irlande, au Pays Basque, en Corse tout récemment...

gion et il semble que déboulonner Assad du pouvoir ne fait pas partie des possibilités du moment. Les Etats-Unis et le reste des pays occidentaux ne parviennent pas à établir une politique ou une stratégie claire, à même de vaincre l'EI. Et le gouvernement turc n'est pas sérieux quand il prétend négocier avec le PKK. Tous ces facteurs ont des impacts directs et indirects sur la situation en Turquie.

Cela étant, d'autres facteurs encore plus importants pourraient faire dérailler la révolution sociale :

a. La fin du cessez-le-feu unilatéral par le PKK et le retour à la guerre asymétrique (la guérilla). Ce sera un désastre tant pour la société turque que pour la communauté kurde. Sans aucun doute, cela amènera des morts en plus, de la destruction, des déplacements de populations, attisera les haines entre turcs et kurdes, augmentera la vague de racisme et aura un impact négatif sur l'ensemble de la région, en Irak, en Iran, en Syrie et sur le territoire kurde tout particulièrement.

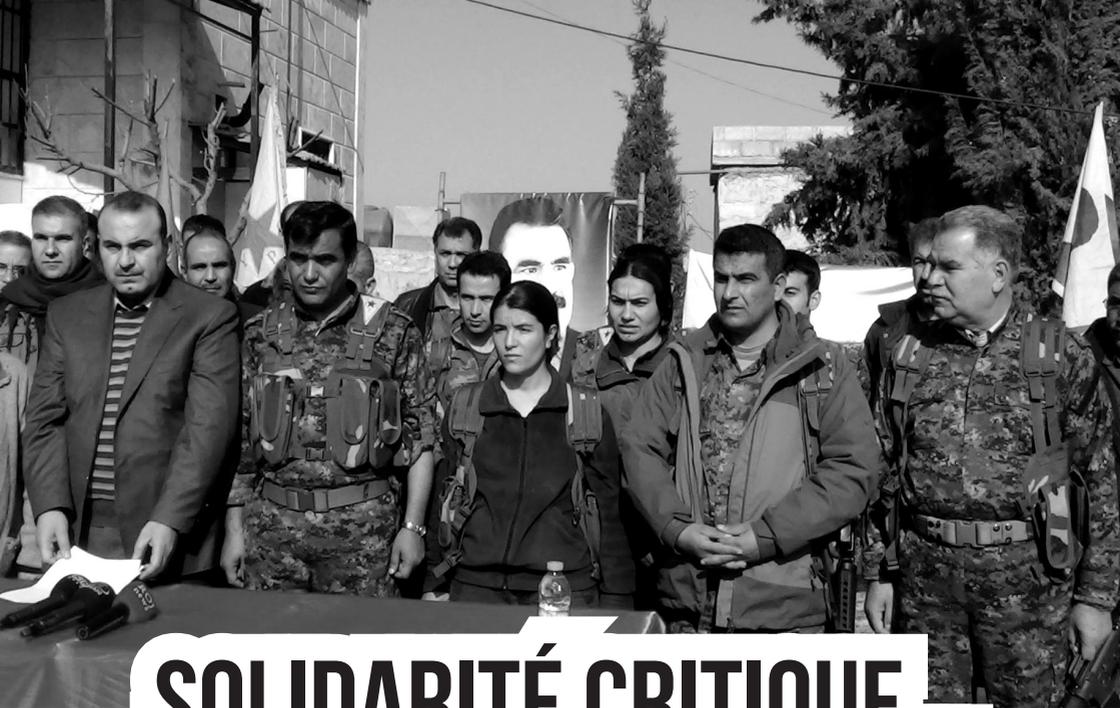
b. L'attitude des USA et des pays occidentaux, qui traitent le PKK comme une organisation terroriste, n'aide pas dans cette situation. Une telle politique n'apporte rien de bien au peuple kurde et à ses alliés dans la région. Ces pays doivent changer leur attitude à l'égard du PKK, ils doivent comprendre que ce n'est pas la même organisation que celle qu'elle était dans les années 90. Ils devraient considérer le PKK comme la force principale dans la région, et dotée d'une forte popularité. L'organisation a effectivement changé et progressé au cours de ces dernières années. Dans ces conditions, le PKK ne saurait être marginalisé. Les USA et les pays occidentaux devraient forcer le gouvernement turc à ne pas considérer le cessez-le-feu comme quelque chose d'acquis, ils devraient tous se saisir de cette opportunité historique de résoudre ce trop long conflit.

c. Le gouvernement turc entretient avec l'EI et les autres organisations terroristes de la région des relations douteuses. Par exemple, il les utilise dans une guerre par procuration qui pourrait à terme s'avérer très nuisible pour la Turquie elle-même. Le président de la Turquie, Mr Tayyip Erdoğan, et son gouvernement feraient bien d'abandonner leur rêve d'établir un nouvel Empire Ottoman au XXIème siècle pour se concentrer davantage sur les problèmes internes au pays et en particulier sur la question kurde.

d. Il y a une lutte féroce en Turquie entre les généraux de l'armée et les politiciens au sujet du pouvoir. Le processus de paix n'a jamais été dans l'intérêt des généraux de l'armée. Bien que la lutte soit moins patente ces temps-ci, l'intervention dans la région des vieux raisons d'espions, aux côtés des USA et des autres pays occidentaux, pourrait raviver ces tensions et renforcer les généraux, qui pourraient être tentés de refaire un coup d'état [comme cela a déjà été le cas plusieurs fois il y a quelques dizaines d'années, NdT]. Ce n'est évidemment pas dans l'intérêt du processus de paix et de la révolution sociale puisque cela ramènerait les vieilles politiques martiales de terreur, d'oppression et de massacres d'innocents. En résumé, le retour à la case départ.

ZAHER BAHER, HARINGEY SOLIDARITY GROUP ET FORUM ANARCHISTE KURDE (ANARKISTAN.TK).

TRADUIT DE L'ANGLAIS ([HTTP://ANARKISMO.NET/ARTICLE/27623](http://anarkismo.net/article/27623)) PAR GIO (CGA)



SOLIDARITÉ CRITIQUE...

LA RÉSISTANCE DE KOBANÊ UN EXEMPLE DE SOLIDARITÉ SÉLECTIVE

LEILA AL-SHAMI, REPRIS PAR AVALANCHE, JOURNAL ANARCHISTE, OCTOBRE 2014.

La résistance héroïque du peuple de Kobanê dans leur combat contre le massacre par les fascistes de Daesh (EIL) depuis mi-septembre, a inspiré un élan de solidarité internationale. Nombreuses articles et communiqués ont été rédigés, des protestations ont eu lieu dans des villes aux quatre coins du monde. Des Kurdes ont passé la frontière turque pour aller aider leurs compatriotes dans la bataille, malgré la répression brutale par les forces turques. D'autres encore, comme les compagnons turcs du DAF (Action Anarchiste Révolutionnaire), sont allés vers la frontière pour contribuer à la garder ouverte afin d'aider les réfugiés qui fuient vers la Turquie. Des appels à armer les forces kurdes ont été lancés, ainsi que des appels à la solidarité avec le DAF et à envoyer de l'aide pour les réfugiés. Mais cette solidarité avec les Kurdes de la Syrie n'a pas été étendue à des groupes non-kurdes dans le pays qui se battent, et meurent, depuis des années pour secouer le joug du fascisme et de la répression, pour la liberté et l'auto-détermination. On dit souvent incorrectement que le sectarisme est au cœur du conflit syrien. Il est nécessaire de comprendre dans quelle mesure le sectarisme joue un rôle dans notre réponse aussi.

Le mouvement contre Bashar Al Assad qui a surgi en 2011 a rassemblé des gens au-delà des différences religieuses et ethniques dans une lutte commune pour la liberté. Kobané n'était pas une exception. Les Kurdes, qui sont la majorité dans la ville, ont longtemps souffert sous la politique d'arabisation du régime baasiste, et ont été parmi les premiers à se soulever quand la révolution syrienne a commencé. Dans ce mouvement de révolte, à partir de mi-2012, Kurdes et Arabes à Kobané appellent ensemble à la chute du régime et chantent en faveur de l'Armée Syrienne Libre (ASL), hissant le drapeau kurde à un moment où cela était un dangereux acte de défiance. Mais dès ses premiers jours, le mouvement syrien de révolte à Kobané et ailleurs a échoué à gagner un soutien international. Si le contraire s'était passé, le pays n'aurait pas été détruit à un tel degré permettant l'Etat Islamique de prendre le contrôle de vastes zones.

Ces dernières trois années, les rapports entre Arabes et Kurdes syriens ont été fragiles et fluctuants. Ils ont été l'objet autant de la manipulation par le régime d'Assad des divisions ethniques que de machinations politiques par les politiciens de l'opposition, des deux groupes, qui ont placé leurs propres intérêts et agendas au-dessus de la vision de liberté qu'anime le peuple. Mais malgré cela, des activistes là-bas ont continué à souligner l'importance de l'unité populaire kurde-arabe et de la résistance contre les divisions ethniques et sectaires. Peu de communiqués de solidarité internationale ont fait écho à ces appels.

L'absence d'arabes sunnites dans les discours à propos de la lutte contre Daesh est remarquable. Très peu d'articles ont mentionné que des combattants de bataillons de l'Armée Syrienne Libre sont aussi en train de risquer leur vie pour rejoindre leurs compatriotes kurdes dans la défense de Kobané contre les extrémistes religieux, ou que ces dernières semaines, il y a eu une coordination majeure entre formations militaires kurdes et arabes. Le 10 septembre 2014, des brigades locales de l'ASL se sont jointes aux Unités de Protection du Peuple kurdes (YPG) pour mettre sur pied une opération commune, baptisée Burkan Al Firat (le Volcan de l'Euphrate) contre Daesh. Dans les bataillons impliqués, il y avait par exemple Liwa Thuwar Al Raqqa (Brigade Révolutionnaire de Raqqa), Shams Al Shamal, Al-Tawhid (l'Est), Saraya Jarablus et d'autres groupements plus petits. Cette alliance stratégique n'a pas seulement renforcée l'unité kurde-arabe à un moment crucial, mais a aussi apporté des expériences précieuses à la résistance de Kobané vu que l'ASL est en train de se battre contre Daesh depuis le début de l'année. Dans le communiqué du 19 octobre, le PYD affirme que « *La résistance déployée par nos unités YPG et par les fractions de l'Armée Syrienne Libre est une garantie pour la défaite du terrorisme de l'Etat Islamique dans la région. Contre le terrorisme et la construction d'un Syrie libre et démocratique sont les bases de nos accords avec l'Armée Syrienne Libre. Comme nous le voyons, le succès de la révolution dépend du développement de ces rapports entre toutes les fractions et les forces du bien dans ce pays.* » [sic]

Comme leurs compatriotes kurdes, les bataillons de l'Armée Syrienne Libre se battent contre Daesh à Kobané avec un armement largement inférieur. Tandis que Daesh possède un armement lourd de fabrication américaine capturé en Irak, les combattants syriens (kurdes et arabes) disposent uniquement d'armes légères et de munitions limitées. Tant les YPG que l'ASL ont appelé la communauté internationale à leur fournir des armes lourdes. Soutenir l'appel à l'armement de la résistance est primordiale pour permettre au peuple de

la région de se défendre contre l'annihilation. Cela réduirait aussi le besoin ressenti d'une intervention militaire directe par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire.* Dans le soutien à de tels appels, il faudrait faire la distinction entre 1) le soutien à une large coalition de forces locales contre le fascisme et à une lutte populaire qui cherche à détruire tant que possible l'ancien régime, tout comme le soutien du droit à l'autodéfense de tout peuple contre le massacre (y compris leur droit à accepter les armes, d'où elle proviennent, si la nécessité le demande) et 2) le soutien à des projets politiques ou des groupements qui revendiquent le pouvoir dans une phase post-révolutionnaire et qui nécessairement annuleront les conquêtes de la révolution. Ces projets et ces groupements doivent être empêchés.

Une grande partie de la solidarité internationale avec la lutte kurde trouve son origine dans le soutien à l'inspirante révolution sociale de Rojava. Les zones à majorité kurde, Afrin, Jazira et Kobanê, ont réussi à fonder la Région Autonome suite à la retraite des troupes d'Assad en juillet 2012. Un Contrat Social a été élaboré pour souligner le désir de « construire une société libre d'autoritarisme, militarisme, centralisme et d'intervention d'autorités religieuses dans les affaires publiques ». Il affirme le principe d'autogestion local de tous les cantons de la région, où des conseils et de institutions publiques seraient établis par des élections directes, unis dans une confédération décentralisée. Le pacte promet l'unité et la coexistence de différents groupes ethniques et religieux dans la région, le respect des droits de l'homme et la fin de la discrimination basée sur le genre. Il affirme finalement le droit du peuple à l'auto-détermination. Dans une réorganisation radicale de la société, tendant vers un fédéralisme démocratique, le peuple de Rojava a formé des conseils et des communes à travers le Kurdistan occidental afin d'autogérer leurs communautés dans les domaines tels que la santé, l'éducation, le commerce et dans la gestion des problèmes à laquelle la communauté se voit confrontée. Ceci donne un puissant exemple de formes alternatives d'organisation sociale opposées au contrôle centralisé et autoritaire. Tandis que de tels développements de démocratie radicale sont un flambeau de lumière dans ce qui est en train de devenir rapidement une région d'obscurité, des anti-autoritaires ne devraient pas romancer le Parti d'Union Démocratique kurde (PYD). En parlant de la fondation de la Région Autonome, l'anarchiste syrien-kurde Shiar Neyo dit :

« Du point de vue du PYD, c'était une occasion en or pour imposer son autorité et étendre sa sphère d'influence dans les zones kurdes en Syrie. Ce pragmatisme politique et la soif pour le pouvoir sont deux facteurs importants pour pouvoir comprendre les rapports du parti avec le régime, la révolution, l'ASL voir les kurdes mêmes. Ils aident aussi à expliquer les nombreux phénomènes qui semblent troubler certains commentateurs et analystes, comme la suppression par des forces PYD d'activistes indépendants et de ceux qui sont critiques envers la politique du parti, dans un mode qui ressemble à celui du régime baasiste. Pour donner un exemple, on peut citer le massacre d'Amuda en juillet 2013, quand les Unités de Protection du Peuple (YPG) ont ouvert le feu sur des manifestants désarmés, ou encore la fermeture de la nouvelle station de radio indépendante Arta en février 2014, sous prétexte qu'elle n'avait pas de "licence". Les forces du PYD ont aussi attaqué des membres d'autres partis politiques kurdes et en ont arrêtés un certain nombre avec des excuses variées ; ils ont mis la main sur les ressources de nourritures et financières dans les zones kurdes et les distribuent d'une

façon injuste, basé sur le favoritisme politique, et ainsi de suite. De telles pratiques rappellent aux gens, avec raison, les pratiques oppressives du régime d'Assad. »

Il existe donc une tension évidente entre l'autoritarisme de la vieille garde du PYD qui maintient sa vision hiérarchique du haut vers le bas, et les milliers de Kurdes qui croient, et sont en train de tenter de le réaliser, en la démocratie radicale d'en bas et qui devraient être soutenus dans ce but. Mais la région kurde de la Syrie n'est pas le seul endroit où une révolution sociale est en train de mettre en place des façons radicalement nouvelles de s'organiser, même s'il est vrai qu'elle a pu bénéficier de plus d'espace et de stabilité comparée à d'autres régions du pays. Des expérimentations d'auto-organisation locale et autonome sont une caractéristique fondamentale de la révolution syrienne, et des centaines de comités et de conseils locaux ont été formés pour gérer les services de base et de coordonner les activités révolutionnaires. Mais il paraît que ces gens-là ne mériteraient pas de solidarité internationale parce qu'ils n'ont pas de leader qui s'est converti au municipalisme libertaire. C'est qu'ils n'ont pas de leader du tout et que ces formes d'organisation horizontale ont émergées spontanément d'en bas comme une réponse à la destruction de l'Etat.

En plus, pendant que l'attention du monde focalise sur Kobanê, des luttes ailleurs ne se sont pas attirées les projecteurs des médias. En août, les gens de Deir Al Zour, la majorité appartenant à la tribu d'Al-Sheitat, ont mené une résistance courageuse contre Daesh. Les jours suivants, en affrontant seuls les fascistes, cette résistance a été presque anéantie et 700 personnes ont été exécutées par Daesh. Ce massacre répressif n'a pas causé de scandale mondial. Mais ce n'est pas pour autant que les gens de Deir Al Zour ont abandonné leur combat contre l'Etat Islamique. Les dernières semaines, le Linceul Blanc (Kufn Al Abyaad) a tué environ 100 combattants de Daesh lors d'attaques de guérilla. Ce groupe de résistance populaire clandestine consiste d'environ 300 personnes, la majorité d'entre eux n'ayant jamais auparavant combattu, mais ils ont pris les armes qu'ils trouvaient pour défendre leurs familles et leurs communautés contre le massacre fasciste.

Pendant que le monde se focalise sur l'avancée de Daesh au nord de la Syrie, des communautés ailleurs continuent la lutte contre le maniaque génocidaire Bashar Al Assad et ses milices sectaires qui ont intensifié leurs attaques contre les zones libérées depuis que les frappes aériennes des Etats-Unis ont permis au régime de libérer des ressources et des hommes ailleurs. Il y a eu peu de solidarité avec le peuple du district Al Waer à Homs, le dernier bastion rebelle dans une ville qui a été l'âme de la révolution. Al Waer était peuplé de 400 000 personnes, dont la moitié des gens d'ailleurs du pays qui ont fui les conflits. Depuis des mois, cette zone a été assiégée par le régime et ces dernières semaines, le régime a intensifié les bombardements, provoquant une crise humanitaire massive. Les appels à la solidarité avec Al Waer lancés par des activistes syriens sont tombés dans des oreilles de sourds.

Reste à voir si la solidarité internationale avec Kobanê est basée sur l'ethnicité kurde de ses défenseurs (c'est-à-dire, ce ne sont pas des Arabes sunnites), sur le soutien à la position politique d'un parti (le PYD/PKK) ou sur le principe que tout peuple a le droit de se défendre contre la terreur, qu'elle provienne d'un fascisme religieux ou nationaliste, et que tout peuple a le droit de déterminer soi-même comment organiser sa vie et ses communau-

tés. Si la solidarité internationale est basée sur cette dernière, alors celle montrée avec les Kurdes doit s'étendre à tous les Syriens révolutionnaires.

* Note des traducteurs : On ne voit pas comment « appelé la communauté internationale à leur [la résistance] fournir des armes lourdes » ne serait pas « une intervention militaire [indirecte] par des forces externes, qui opèrent selon leurs propres agendas, totalement opposées aux intérêts de la lutte populaire ».

LEILA AL-SHAMI. LEILASHROOMS.WORDPRESS.COM. AVALANCHE.NOBLOGS.ORG

ROJAVA : FANTASMES ET RÉALITÉS

ZAFER ONAT, SERVET DÜŞMANI, LE 1^{ER} NOVEMBRE 2014

La résistance de Kobanê qui a passé ses 45 jours a maintenant causé le fait que l'attention des révolutionnaires du monde entier s'est tournée vers le Rojava. Comme résultat du travail mené par l'Action Révolutionnaire Anarchiste^[14] des camarades anarchistes de nombreuses parties du monde ont envoyé des messages de solidarité à la résistance de Kobanê^[15]. Cette position internationaliste a sans doute une grande importance pour les gens qui résistent à Kobanê. Toutefois, si nous n'analysons pas ce qui est en train d'arriver dans toute sa vérité et si, au lieu de cela, nous romançons, nos rêves se transformeront rapidement en déception.

En outre, afin de créer l'alternative révolutionnaire mondiale qui est urgemment nécessaire, nous devons avoir la tête froide et être réaliste, et nous devons faire des évaluations correctes. Sur ce point laissez nous mentionner en passant que ces messages de solidarité qui ont été envoyés à l'occasion de la résistance de Kobanê démontrent l'urgence de la tâche de créer une association internationale où les anarchistes révolutionnaires et les communistes libertaires peuvent discuter les questions locales et globales et être en lien solidaire durant les luttes. Nous avons ressenti le manque d'une telle internationale durant les quatre dernières années lorsque de nombreux soulèvements sociaux eurent lieu dans de nombreuses parties du monde – nous avons au moins ressenti ce besoin durant le soulèvement qui eut lieu en juin 2013 en Turquie.

Aujourd'hui, cependant, nous devons discuter du Rojava sans illusions et baser nos analyses sur le bon axe. Il n'est pas très facile pour des personnes d'évaluer les développements qui se produisent au sein du cadre temporel dans lequel elles vivent à partir de ce qu'elles voient en ce moment. Évidemment, des évaluations faites avec l'esprit obscurci par le sentiment d'être acculéEs et désespéréEs rendent encore plus dur pour nous le fait de produire des réponses solides.

[14] DAF en turc, pour Devrimci Anarşist Faaliyet. C'est une des principales organisations anarchiste en Turquie.

[15] <http://meydangazetesi.org/gundem/2014/10/dunya-anarşistlerinden-kobane-dayanismasi/>

Nulle part dans le monde d'aujourd'hui n'existe un mouvement révolutionnaire efficace dans notre sens du terme ou un fort mouvement de classe qui peut être un précurseur d'un tel mouvement. Les luttes qui émergent s'amenuisent soit en étant violemment réprimées ou soit en étant entraînées dans le système. Il semble qu'à cause de cela, juste comme dans le cas d'une importante partie des marxistes et des anarchistes en Turquie, des organisations révolutionnaires et des individus dans diverses parties du monde, sont en train d'attribuer à la structure qui a émergé au Rojava un sens qui est au delà de sa réalité. Avant tout autre chose, il est injuste pour nous de charger le fardeau de notre échec à créer une alternative révolutionnaire dans les endroits où nous vivons et le fait que l'opposition sociale est largement cooptée au sein du système sur les épaules des personnes qui luttent au Rojava. Ce Rojava, où l'économie est dans une large mesure agricole et qui est encerclé par des blocs impérialistes menés d'un côté par la Russie et de l'autre côté par les USA, par des régimes répressifs, réactionnaires et collaborateurs dans la région et par des organisations djihadistes brutales comme l'État Islamique qui ont prospéré dans cet environnement. En ce sens, il est également problématique d'attribuer une mission au Rojava qui est au delà de ce qu'il est ou de ce qu'il peut être ou de blâmer ces gens engagés dans une lutte à la vie à la mort parce qu'ils et elles escomptent du soutien de la part des forces de la Coalition ou qu'ils et elles ne mènent pas «une révolution à notre goût».

Tout d'abord nous devons identifier le fait que le processus du Rojava a des caractéristiques progressistes telles qu'un important bond en avant dans la direction de la libération des femmes, la tentative de construire une structure laïque, en faveur de la justice sociale, démocratique et pluraliste et le fait que les autres groupes ethniques et religieux aient une part dans l'administration. Toutefois, le fait que la nouvelle structure émergente ne vise pas l'élimination de la propriété privée, c'est à dire l'abolition des classes, que le système tribal demeure et que les leaders tribaux prennent part à l'administration montre que le but n'est pas la suppression des relations de production féodales ou capitalistes mais, au contraire, dans leurs propres mots « *la construction d'une nation démocratique* ».

Nous devons également nous souvenir que le PYD est une partie de la structure politique dirigée par Abdullah Öcalan depuis 35 ans qui vise à la libération nationale et que toutes les limitations politiques que les mouvements nationalement orientés possèdent s'appliquent aussi au PYD. De plus, l'influence des éléments qui appartiennent à la classe dirigeante à l'intérieur du mouvement kurde est en augmentation constante avec le «processus de solution», spécialement en Turquie.

Sur ce point, il est utile d'examiner le Contrat de la KCK^[16] qui définit le confédéralisme démocratique qui forme la base du système politique au Rojava^[17]. Quelques points dans l'introduction écrite par Öcalan méritent notre attention :

« *Ce système prend en compte les différences ethniques, religieuses et de classe sur une base sociale.* » [...]

[16] Le Contrat est lisible en français ici : <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-azadi/091114/le-contrat-social-de-rojava>. Le sigle KCK désigne le "Groupe des Communautés du Kurdistan", un structure politique émanant du PKK, et qui regroupe le PKK de Turquie, le PYD de Syrie, le PJAK d'Irak et le PÇDK d'Irak ainsi qu'un certain nombre d'organisations sociales qui sont plus ou moins liées à ces partis frères. Le KCK est dirigé par une sorte de parlement appelé "Kongra Gelê" ou Congrès du Peuple du Kurdistan.

[17] http://tr.wikisource.org/wiki/KCK_S%C3%B6zle%C5%9Fmesi

« Trois systèmes de lois s'appliqueront au Kurdistan : la loi de l'UE (Union Européenne), la loi de l'État unitaire, la loi confédérale démocratique. »

En résumé, il est déclaré que la société de classe demeurera et qu'il y aura un système politique fédéral compatible avec le système global et l'État-nation. De concert avec cela, l'article 8 du Contrat, intitulé "Droits personnels, politiques et libertés" défend la propriété privée et la section C de l'article 10 intitulée "Responsabilités basiques" définit la base constitutionnelle du service militaire obligatoire et déclare « *En cas de guerre de légitime défense, en tant qu'exigence de patriotisme, il y a la responsabilité de rejoindre activement la défense du pays natal et des droits et libertés basiques* ». Tandis que le Contrat déclare que le but n'est pas le pouvoir politique, nous comprenons également que la destruction de l'appareil d'État n'est pas visée, ce qui signifie que le but est l'autonomie au sein des États-nations existants. Quand le Contrat est vu dans son ensemble, l'objectif qui est présenté n'est pas vu comme allant au delà d'un système démocratique bourgeois qui est appelé confédéralisme démocratique. Pour résumer, tandis que les photos des deux femmes portant un fusil, qui sont souvent répandues dans les réseaux sociaux, l'une prise durant la Guerre Civile Espagnole, l'autre prise au Rojava, correspondent à une similarité dans le sens de femmes combattant pour leurs libertés, il est clair que les personnes combattant l'État Islamique au Rojava n'ont pas, en ce moment précis, les mêmes buts et idéaux que les travailleurs-euses et paysanNes pauvres qui luttent au sein de la CNT-FAI afin de renverser à la fois l'État et la propriété privée.

En outre, il y a de sérieuses différences entre les deux processus en terme de conditions d'émergence, de positions de classe de leurs sujets, de lignes politiques de celles et ceux qui conduisent le processus et de force du mouvement révolutionnaire mondial.

Dans cette situation, nous ne devons ni être surpris ou blâmer le PYD s'ils et elles sont même forcés d'abandonner leur position actuelle, de manière à trouver une alliance avec les pouvoirs régionaux et globaux afin de briser le siège de l'État Islamique. Nous ne pouvons attendre des personnes qui luttent à Kobané qu'elles abolissent l'hégémonie du capitalisme à l'échelle mondiale ou qu'elles résistent longtemps à cette hégémonie. Cette tâche peut seulement être réalisée par un fort mouvement de classe mondial et une alternative révolutionnaire.

Le capitalisme est en crise à un niveau global et les impérialistes, qui sont en train d'essayer de transcender cette crise en exportant la guerre à chaque coin du monde, ont transformé, avec l'aide des politiques des régimes répressifs de la région, la Syrie et l'Irak en un enfer. Du fait des conditions où n'existe pas une alternative révolutionnaire, le soulèvement social qui a émergé en Ukraine contre le gouvernement pro-russe et corrompu a eu pour résultat l'arrivée au pouvoir des forces pro-Union Européenne soutenues par les fascistes et la guerre entre deux camps impérialistes continue. Le racisme et le fascisme se développent rapidement dans les pays européens. En Turquie, les crises politiques se succèdent les unes aux autres et la division ethnique et sectaire de la société s'approfondit. Tandis que dans ces circonstances, le Rojava peut apparaître comme une planche de salut sur laquelle s'appuyer, nous devons considérer qu'au delà du siège militaire de l'État Islamique, le Rojava est également sous le siège politique de forces comme la Turquie, Barzani et l'Armée Syrienne

Libre. Aussi longtemps que le Rojava n'est pas soutenu par une alternative révolutionnaire mondiale sur laquelle se reposer, il semble qu'il ne sera pas facile pour le Rojava ne serait-ce que de maintenir sa position actuelle sur le long terme.

Le sentier, pas seulement pour défendre le Rojava physiquement et politiquement mais aussi pour l'emmener plus loin, réside dans la création de terrains basés sur la classe pour l'organisation et la lutte, et reliés à une forte alternative révolutionnaire organisée globalement. La même chose s'applique pour prévenir l'atmosphère de conflit ethnique, religieux et sectaire qui saisit un peu plus chaque jour les peuples de la région et pour empêcher les travailleurs-euses de glisser dans un radicalisme de droite face à la crise du capitalisme à un niveau mondial. La solidarité avec Kobanê, bien qu'importante est insuffisante. Au delà de celle-ci, nous avons besoin de voir qu'il est impératif de discuter de ce qu'il faut faire pour créer un processus révolutionnaire et s'organiser pour cela à un niveau international, partout où nous sommes, pas seulement pour celles et ceux qui résistent à Kobanê mais aussi pour des millions de travailleurs-euses à travers le monde entier.

Ce texte critique en anglais est tiré du site « Servet Düşmanı » (servetdusmani.org/rojava-fantasies-and-realities) où il a été mis en ligne le 1^{er} novembre 2014. Il a été traduit en français en décembre 2014 par une personne du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (ablogm.com/cats)

ZAFER ONAT

[EXTRAITS] ENTRETIEN AVEC LE FORUM ANARCHISTE DU KURDISTAN

.....
ANARCHISTAN.TK ET ALASBARRICADAS.ORG, SEPTEMBRE 2014.
.....

[...] Quelques femmes du PKK sont venues à Barcelone le mois dernier. L'une d'entre elle se reconnaissait comme anarchiste. Elle venait d'Allemagne et voulait en apprendre plus à propos de l'histoire anarchiste ici en Espagne. Pensez-vous qu'il y a des anarchistes dans les rangs du PKK ? Avez-vous des contacts avec eux et elles ? Serait-il possible d'avoir un courant de gauche libertaire au sein de ce mouvement hiérarchique ?

Oui, à l'intérieur du PKK et du PYD il y a des hommes et des femmes avec des idées et des pensées anarchistes. Certaines de ces personnes en sont arrivées là à travers leurs propres luttes et expériences. Les autres sous l'influence d'Abdullah Öcalan sont devenues anarchistes et libertaires. Ils et elles ont réalisé que l'anarchisme est la réponse la plus radicale au système capitaliste. Nous croyons que celles et ceux qui ont embrassé l'idéal anarchiste sous l'influence d'Öcalan peuvent ne pas être aussi solides que les gens qui en sont arrivés à la même idée à travers leurs propres luttes et expériences. Évidemment la raison pour

cela est que si Öcalan, qui est encore au sommet d'une organisation hiérarchique comme le PKK et qui a tout pouvoir, ordonne, pour une raison ou une autre, aux gens à l'intérieur du PKK ou du PYD de changer leur direction, nous sommes sûr-e-s que beaucoup d'entre eux et elles seront content-e-s de le faire. Si cela arrive, il y a une possibilité que ce groupe change ses principes et sa direction ? Nous pensons différemment en ce qui concerne particulièrement ces femmes de la guérilla qui sont devenues anarchistes à travers leurs propres expériences en tant que membres des groupes et comités dans les villages et les villes de la société ; nous croyons qu'elles sont plus stables et solides. Nous avons vu quelques interviews qu'elles ont donné et aussi vu quelques films qui montrent comment elles vivent et comment elles gèrent leur travail et leur vie quotidienne ensemble comme dans des communes. Tout cela nous donne plus d'espoir, même si encore une fois nous ne vivons pas avec elles, nous ne savons pas combien cela est vrai. Nous devons aussi dire que parmi leur parti-frère au Kurdistan iranien et irakien, nous ne voyons malheureusement pas ces changements de direction positifs. Ces gens ressemblent presque au PKK du début des années 90 du siècle dernier, ils et elles sont encore nationalistes et la plupart de leurs leaders sont très autoritaires. Nous pensons qu'ils et elles n'embrassent pas les idées et la pensée actuelles d'Öcalan, comme les coopératives, les communes dans les villes et les villages, l'auto-gouvernement du peuple, la démocratie directe, le système de fédéralisme et de confédération libre. Nous croyons que les politiques des partis au Kurdistan iranien et irakien sont très en contradiction avec la politique actuelle du PKK et du PYD, ils et elles insistent encore sur le changement politique plutôt que sur le changement social, ils et elles sont encore en compétition avec les autres partis bourgeois pour gagner de l'argent, du pouvoir et des positions.

Les expériences de beaucoup d'entre nous ont prouvé, ou au moins montré, qu'il est très très dur pour une idée et une direction libertaire/anarchiste de croître et de se développer à l'intérieur d'une organisation hiérarchique. Pas seulement cela, il est impossible pour de telles idées et directions de demeurer ou de rester et continuer dans une organisation nationaliste idéologique. Nous pouvons toujours séparer ou distinguer entre le mouvement social et le mouvement politique gauchiste qu'elles que soient les formes qu'ils prennent, parce que les gauchistes et les politicien-ne-s sont toujours autoritaires et corrompu-e-s. Nous pouvons voir en réalité que les gauchistes essayent toujours de dominer et contrôler les luttes et le mouvement des masses populaires et de les utiliser pour atteindre leurs propres buts politiques et en tirer un capital politique. Nous sommes les témoins de toutes les tentatives qui ont été faites par les gauchistes durant le soulèvement qui s'est produit au Kurdistan irakien en 1991 et jusqu'à aujourd'hui ils et elles ont essayé de changer la direction des mouvements de masse, les décevant, les trompant, se compromettant avec l'État et essayant de planter les graines de la naïveté parmi les gens pour qu'ils et elles croient aux partis politiques, au centralisme, à « l'État ouvrier », à l'État communiste », au « socialisme d'État ». Tout cela est la propagande qu'ils et elles ont produit depuis lors.

Malheureusement, pour autant, nous n'avons pas pu établir un lien ou une connexion directe avec les personnes anarchistes dans le PKK ou le PYD. Nous avons essayé auparavant de le faire mais nous n'avons pas réussi, nous espérons faire cette connexion dans un futur proche.

Et la dernière question, que pensez-vous du confédéralisme démocratique ? Est-il vrai que le PKK est en faveur de cela ou est-ce de la propagande en direction des pays occidentaux ? (S'ils et elles passent pour être semblables aux zapatistes, ils et elles peuvent être vu-e-s comme « cools » dans le milieu gauchiste).

En fait, répondre à cette question est difficile parce que premièrement le PKK contrôle une région qui est complètement différente de ce que les zapatistes contrôlent dans leur pays et également parce que le PKK est une force hiérarchique en tant que parti et en tant que force militaire. Nous ne pouvons être sûr-e-s des détails de leur vie quotidienne et de leurs actions tout comme nous n'avons pas de preuves pour dire si cela est vrai ou faux. Les seules choses dont nous pouvons parler c'est de la DSA, l'auto-administration démocratique du Kurdistan syrien et du Tev-Dem (Mouvement pour la Liberté Démocratique) car, il y a peu, un de nos camarades a fait une visite là-bas pendant deux semaines. Sûrement, il n'y a aucune comparaison entre là-bas et le GRK au Kurdistan irakien. En ce moment, il y a un partage du pouvoir entre tous les partis politiques au sein de la DSA alors il y a un bon équilibre. Le PYD, en tant que parti principal là dedans, tire avantage d'être dans une position très forte, parce que d'un côté le GRK ne peut utiliser son parti relais (Alparty) pour contrôler la DSA et la situation, et d'un autre côté l'organisation islamiste ne peut avoir aucune influence au Kurdistan syrien. Toutefois, tandis que le PYD est le parti principal et que lors des prochaines élections de la DSA, il gagnera sans aucun doute la majorité des forces là-bas, nous ne savons pas si le PYD contrôle la DSA ou si simplement il utilise une autre méthode pour équilibrer le partage du pouvoir. Cela nous inquiète évidemment et nous devons attendre et voir. Ce que nous pouvons dire, c'est que le PYD est également un parti hiérarchique et que les gens qui le dirigent sont autoritaires, et à cause de cela il y a une possibilité de changement dans les deux sens. Nous ne pouvons certainement pas comparer la DSA avec le GRK car le GRK est un excellent protecteur du marché libre du capitalisme. L'expérience de la DSA et du Tev-Dem est très attractive et porteuse d'espoir du fait du transfert de la position des femmes dans la société religieuse et patriarcale au Moyen-Orient, qui s'est améliorée et développée. Cela a créé le sentiment de la libération et la tendance à l'auto-libération parmi les femmes. La dignité, la personnalité, la confiance en soi et la liberté des femmes sont toutes revenues. Tout cela ne peut être atteint par une quelconque force ou parti. Cela a créé une atmosphère pour le mouvement anarchiste tandis que les femmes ont déjà un rôle majeur dans les communes et dans le reste des groupes locaux et des comités. Elles peuvent aux côtés des hommes les mener dans le futur vers une révolution sociale. Pendant ce temps, nous espérons que cette expérience est en train de poser un bon exemple pour les femmes au Kurdistan irakien, qui est actuellement sous les larges influences du libre marché du capitalisme, de la culture de consommation et des partis politiques, y compris les partis religieux, afin qu'elles quittent cette étape et s'engagent dans une révolution sociale.

Les femmes au Kurdistan syrien ne jouent pas seulement un grand rôle dans les zones et champs mentionnés ci-dessus, en fait la création des Unités de Défense des Femmes (YPJ) a changé la position des femmes, celles-ci cessant d'être de faibles créatures ayant seulement certains devoirs qui se trouvent à l'intérieur de la maison dans la société du Moyen-Orient. Cela a soulevé la question qu'elles ne pouvaient être dominée par les hommes, les clans et

la religion. Elles peuvent changer la société et elles ont prouvé qu'aucun mouvement dans la société ne peut aller nulle part sans elles. Elles ont réaffirmé que le désir et le sentiment de se libérer de l'esclavage ou du statut de citoyenne de seconde classe dans une société patriarcale provient seulement de leur propre effort et de leurs propres luttes. Ceci étant dit, il y a longtemps, il n'y avait pas de force qui pouvait libérer un esclave à moins que cet esclave ait une propre conscience de libération et cela est devenu une revendication et un désir fort. [...]

Entretien réalisé par le site anarchiste espagnol (alabarricadas.org) le 3 septembre 2014.

Texte traduit, fin novembre 2014, par un membre du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannérisation de Caen (ablogm.com/cats)

QUELQUES AUTRES TEXTES CRITIQUES

NOTAMMENT SUR LA QUESTION (DE L'ABSCENCE ?) DE LA LUTTE DES CLASSES AU ROJAVA :

« J'AI VU LE FUTUR, ET ÇA FONCTIONNE. »

QUESTIONS CRITIQUES POUR LES PARTISANS DE LA RÉVOLUTION AU ROJAVA.

29 janvier 2015. <https://paris-luttes.info/j-ai-vu-le-futur-et-ca-fonctionne-2551>

KURDISTAN ?

30 janvier 2015. http://ddt21.noblogs.org/?page_id=324

KURDISTAN : TOUT COMMENCE PAR LA CONTRAINTE.

30 janvier 2015. <http://dndf.org/?p=14004>

SANS OUBLIER LE PREMIER VOLUME DE « OÙ EN EST LA RÉVOLUTION AU ROJAVA ? SEPT-DÉC 2014 » :

Brochure 36p A5 à télécharger sur [HTTP://INFOKIOSQUES.NET/SPIP.PHP?ARTICLE1167](http://infokiosques.net/spip.php?article1167)





LECTURES

- Les insurrections au Kurdistan au cours de la première guerre du Golfe. [Brochure]
<http://basseintensite.internetdown.org/IMG/pdf/Kurdistan.pdf>
- Le confédéralisme démocratique, Abdullah Öcalan. [Brochure]
<http://www.freedom-for-ocalan.com/francais/Abdullah-Ocalan-Confederalisme-democratique.pdf>
- Luttés sociales en Irak – Aperçu historique et actuel [Brochure]
<http://infokiosques.net/spip.php?article621>

CARTES

- Cartes de Syrie et d'Irak
<http://pietervanostaeyen.wordpress.com/2015/02/01/syria-map-update-dd-february-1-2015>

WEB

- Anarchistes solidaires du Rojava
<http://rojavasolidarite.noblogs.org>
- Solidarité Irak
<http://solidariteirak.org>
- Actukurde – Réseau d'informations libres de la Mésopotamie
<http://www.actukurde.fr>
- Yann Renoult – Photographies
<http://cargocollective.com/yannrenoult>
- You'll never walk alone –
Solidarité avec les résistances sociales et féministes au Moyen-Orient
<http://www.neverwalkalone.info>
- Firatnews.com [anglais]
<http://en.firatajans.com>
- The Rojava Report – News from the Revolution in Rojava and Wider Kurdistan [anglais]
<http://rojavareport.wordpress.com>
- Kurdish Question [anglais]
<http://kurdishquestion.com>
- Meydan – Aylık Anarşist Gazete [turc]
<http://meydangazetesi.org>
- Devrimci Anarşist Faaliyet (DAF, Action révolutionnaire anarchiste) [turc]
<http://anarlistfaaliyet.org>

